

Études internationales



Lavigne, Marie, *Les relations économiques Est-Ouest*, Paris, Presses universitaires de France, 1979, 304 p.

Jeanne Kirk Laux

Volume 11, numéro 1, 1980

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701028ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701028ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Laux, J. K. (1980). Compte rendu de [Lavigne, Marie, *Les relations économiques Est-Ouest*, Paris, Presses universitaires de France, 1979, 304 p.] *Études internationales*, 11(1), 184–185. <https://doi.org/10.7202/701028ar>

l'auteur replace les problèmes énergétiques dans un contexte géostratégique plus large où ils ne font qu'ajouter aux problèmes politiques de la communauté européenne sans être le plus important. Peu surprenants dans une publication d'une organisation néo-conservatrice comme l'American Enterprise Institute, les spectres d'un néo-marxisme européen et de la finlandisation de la région trouvent leurs places. Mais l'auteur minimise trop les difficultés que rencontreront les pays de l'Europe de l'Est et l'URSS dans les années quatre-vingts s'ils croient profiter de la crise énergétique. Ainsi, leur demande pour le pétrole international, attendue vers 1985, fera hausser le prix bien sûr, mais ne fera qu'augmenter leurs difficultés à trouver de l'argent pour payer ces importations. Et s'ils réussissent à augmenter la production interne, ils ne le feront pas que par l'importation de la technologie américaine avec les mêmes problèmes de paiement en devises étrangères.

En fin de compte, ce livre tombe difficilement entre une analyse rigoureuse et originale des politiques énergétiques de l'Europe de l'Ouest et une vulgarisation géniale des principes économiques et stratégiques pouvant expliquer les sources de la crise prévue. Trop général pour l'expert dans le domaine, pas assez bien structuré pour l'homme de la rue, ce livre est déjà dépassé par les événements et est d'un intérêt historique plutôt qu'actuel.

R. Joël RAHN

*Faculté des sciences de l'administration,
Université Laval*

LAVIGNE, Marie, *Les relations économiques Est-Ouest*, Paris, Presses universitaires de France, 1979, 304p.

Voici enfin un excellent livre sur un sujet important. Depuis dix ans, au moins, on ne peut plus considérer les pays du COMECON comme formant un bloc à part et comme repliés sur eux-mêmes dans une autarcie ré-

gionale. Il faut plutôt reconnaître – et c'est justement le point de départ du livre de Marie Lavigne – que « l'ouverture des pays de l'Est sur l'extérieur est un fait acquis, économique et politique » (p. 262).

En dépit des chiffres qui montrent que le commerce Est-Ouest ne représente toujours qu'une part marginale du commerce mondial, il est certain que ces échanges occupent cependant une place importante dans la stratégie des plus grandes entreprises et banques occidentales. Savoir pourquoi clarifier les tendances et proposer comment les évaluer – voilà les objectifs visés, et heureusement atteints par l'auteur.

La grande valeur du livre de Marie Lavigne est d'être un livre d'initiation qui dépasse, et de loin, la vulgarisation. On y trouve, d'une part, une introduction aux relations économiques Est-Ouest qui est très accessible, même pour ceux peu familiers avec la spécificité des économies socialistes. Lavigne prend le soin de démystifier les méthodes d'analyse. Elle résume, par exemple, de façon claire et objective les trois principales approches à l'analyse de l'endettement des pays socialistes et les conséquences du choix méthodologique. D'autre part, Lavigne nous présente des analyses originales fondées non seulement sur une synthèse intelligente des plus récentes études mais aussi sur ses propres recherches (entretiens avec des banquiers impliqués dans le financement du commerce Est-Ouest, par exemple). L'excellente discussion (chapitre VI) de la politique d'importation de la technologie occidentale apporte plusieurs éléments nouveaux.

Il ne s'agit pas d'un historique. Lavigne a choisi de se concentrer sur la période récente, soit celle d'après 1965 lorsque les pays de l'Est commençaient à s'ouvrir sur l'extérieur. Après son évaluation des échanges Est-Ouest dans la première partie, viennent trois chapitres sur les spécificités politiques (qui comprennent, entre autres sujets, l'embargo et le Cocom ; la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ; les rapports avec le Marché com-

mun). L'auteur voudrait nous permettre d'apprécier les avantages tirés des deux côtés dans son analyse de la coopération industrielle et les problèmes de financement (III^e partie) avant de conclure son livre par une réflexion globale sur la place des pays de l'Est dans la division internationale du travail. La bibliographie est un outil précieux pour les lecteurs parce que la littérature spécialisée sur les relations économiques Est-Ouest est non seulement vaste mais souvent inédite. Les 218 références sont réparties par langue (anglais, français, russe et autres). Peu encombré par les statistiques, le livre inclut quand même onze tableaux dont la majorité sont nouveaux ; ils regroupent des données de sources multiples pour résumer les tendances (endettement ; évaluation du commerce...) jusqu'en 1978.

Marie Lavigne n'hésite pas à poser des questions controversées telles : « Faut-il limiter les crédits aux pays socialistes ? » et d'en tirer ses conclusions personnelles. Elle a toutes les qualités pour le faire. Professeur de science économique à l'Université de Paris I, directeur du Centre d'économie internationale des pays socialistes, et multilingue, elle a effectué de nombreuses missions de recherches dans les pays de l'Est et a déjà publié deux livres sur les économies socialistes. Tout comme dans ses livres précédents (*Les économies socialistes, soviétiques et européennes* ; *Le COMECON*), le style de l'auteur est limpide, exempt de tout reproche.

Jeanne KIRK LAUX

Département de science politique,
Université d'Ottawa

DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

NASHAT, M., *National Interests and Bureaucracy versus Development Aid: A Study of United Nations Expanded Programme of Technical Assistance to the Third World*, Genève, Tribune Editions, 1978, 213p.

Après avoir identifié les courants idéologiques qui ont incité la Société des Nations à intervenir dans des domaines « non politiques », M. Nashat tente de reconstituer l'histoire de l'assistance technique sous le régime des Nations unies. L'auteur indique clairement en introduction son objectif : une analyse du cadre institutionnel du P.E.A.T. (Programme élargi d'assistance technique).

Créé en 1949 par le Conseil économique et social (RES. 222 A (IX)), le P.E.A.T. constitue un compromis entre deux tendances. D'une part, les pays en voie de développement souhaitent une contribution de l'ONU, sous forme d'aide technique et de capital, de façon à régler les difficultés de croissance. D'autre part, les pays industrialisés désirent consacrer l'essentiel de leur aide à la reconstruction des économies occidentales ravagées par la guerre.

La coordination des activités du P.E.A.T. fut confiée au Bureau de l'assistance technique (B.A.T.), lequel regroupait les représentants des organismes chargés de l'exécution des projets, i.e., les institutions spécialisées. Dès le début, ce mécanisme s'avéra très lourd et n'a pas rempli ses tâches de façon satisfaisante. M. Nashat tente d'expliquer les raisons pour lesquelles cet organisme n'est pas en mesure d'exercer un contrôle des projets. Il indique comment, suite à une critique interne, l'ONU modifie les structures du programme.

L'auteur résume, en conclusion, les cinq failles du P.E.A.T., soit : l'absence de coordination, les arrangements financiers inadéquats, la suprématie des institutions spécialisées, la domination des pays occidentaux industrialisés et la faible participation des pays en voie de développement.

La lacune la plus sérieuse de cet ouvrage réside dans la méthode utilisée. L'analyse des difficultés du P.E.A.T. et de ses contradictions est trop souvent dissociée des rapports internationaux multilatéraux au sein de l'ONU. Le Programme se trouve ainsi isolé de l'ensemble des problèmes auxquels doivent faire face les organismes